

Déjà 20 cas de fièvre aphteuse détectés

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Aokas - Béjaïa
**Le vacancier tabassé
par des parkingueurs
succombe à ses blessures**

Page 3

Votre quotidien national
Quatorzième année - N° 4548 - Mercredi 8 août 2018 - Prix : 10 DA

35 décès et près de 2 000 blessés en une semaine

Un été meurtrier sur nos routes

Page 4

De quoi se mêle-t-il ?

Par Mohamed Habili

I fut un temps, pas très lointain, où un oukase de même contenu et tonalité que celui formulé par l'ambassade du Canada à Riyad à l'adresse des autorités du pays, exigeant la libération immédiate des « militants » saoudiens des droits de l'homme, n'aurait pas eu la réponse qu'il a eue et que somme toute il n'a pas volée. Les Canadiens ont cru pouvoir intervenir dans une question interne à l'Arabie Saoudite, parce que dans ce cas précis, il s'agit de droits de l'homme. Ils ne se seraient pas permis pareille immixtion dans un tout autre domaine, quand bien même l'injustice commise serait plus grande. Les droits de l'homme, voilà une question qui outrepasserait les Etats et leurs frontières, qui partout donneraient le droit aux Etats qui s'en font d'autorité les champions de parler en maître aux autres Etats, qui n'en font pas un cheval de bataille. Mais qu'est-ce qui a donc pris le Canada, un pays plutôt réputé pour sa discrétion quasiment en toute chose ? Voudrait-il se substituer à son puissant voisin, les Etats-Unis, dont l'ambassade à Riyad n'aurait jamais osé, elle, donner des ordres au roi saoudien ? Ne s'agirait-il pas plutôt pour son Premier ministre, dont la tendance à en rajouter n'a échappé à personne, de mettre Donald Trump, avec lequel tout n'est pas au beau fixe, dans beaucoup d'embarras. De fait, l'administration américaine s'est trouvée dans l'obligation d'y aller d'un communiqué dans lequel elle demande au gouvernement saoudien de l'informer sur la condition des activistes nouvellement arrêtés.

Suite en page 3

Election présidentielle 2019

Le FLN présentera cette semaine le bilan des réalisations du Président Bouteflika



A l'issue de sa rencontre avec le président de TEJ, le secrétaire général du FLN, Djamel Oueld Abbes, a annoncé, comme promis il y a plusieurs mois, la finalisation du bilan des réalisations de 20 ans du Président Abdelaziz Bouteflika qui en sera destinataire dans le courant de la semaine. Lire page 2

Iran

Les Iraniens dans la tourmente après le retour des sanctions américaines

Page 12

Afin de mieux accueillir l'édition de 2019

Un comité d'organisation bientôt installé pour le Festival du rai

Page 13

Election présidentielle 2019

Le FLN présentera cette semaine le bilan des réalisations du Président Bouteflika

■ A l'issue de sa rencontre avec le président de TAJ, le secrétaire général du FLN, Djamel Oueld Abbas, a annoncé, comme promis il y a plusieurs mois, la finalisation du bilan des réalisations de 20 ans du Président Abdelaziz Bouteflika qui en sera destinataire dans le courant de la semaine.

Par Sarah S.

Lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le président du parti Tajamoue Amel el Djazair «TAJ», Amar Ghoul, à l'issue de leur réunion bipartite, M. Ould Abbas a indiqué que le document sur le bilan des réalisations du Président Bouteflika durant les vingt dernières années, qui «est au stade de l'impression», sera soumis cette semaine au Président Bouteflika puis au comité central du parti. Cette initiative ainsi que l'appel à la candidature du Président Bouteflika à la prochaine élection présidentielle lancé par le parti, «émanent de la profonde conviction des militants du FLN», a-t-il dit, soulignant que «le Président n'a aucunement besoin de complaisance de la part de notre parti, ni d'une campagne électorale, car le peuple a constaté ses réalisations sur le terrain». Ce fut l'occasion pour le SG du FLN de répondre par le démenti à ceux qui considèrent que le vieux parti détient un quelconque monopole sur la question de candidature du Président Bouteflika à la prochaine présidentielle, «car il est le président de tous les Algériens et agit selon un programme clair et précis, basé sur une feuille de route qui englobe tous les secteurs, s'étendant jusqu'en 2030».

Amar Ghoul a évoqué, pour sa part, la prochaine élection présidentielle, soulignant que son parti s'est lancé effectivement dans la campagne électorale. «Nous n'attendons pas d'ordres d'en haut, mais nous avons opté pour ce choix avec conviction et nous continuerons sur cette voie». Les partis TAJ et FLN «empruntent la même ligne politique et sont liés par un partenariat politique reposant sur un accord commun datant de 2013, date de la création de TAJ», une ligne perpétuée par les deux partis «sur la base de leur appui per-



manent et leur allégeance constante au Président Bouteflika», a-t-il poursuivi. Amar Ghoul avait, rappelons-le, été reçu dimanche par le secrétaire général du RND. Ayant été parmi

les personnalités dont la formation politique a toujours fait partie de la majorité présidentielle, réitérant il y a quelques semaines déjà son appel au

Président Bouteflika pour se présenter à la prochaine échéance électorale, Amar Ghoul déclarait, au sortir de son entretien avec le secrétaire général du RND, toute

la disponibilité de son parti à soutenir le président de la République pour un 5^e mandat. La rencontre initiée dans le cadre des consultations entre partis à la veille de cette importante échéance électorale a eu lieu au siège du RND et était élargie aux membres de directions des deux partis. A l'issue de cette rencontre, Ahmed Ouyahia «s'est félicité des relations étroites entre partis appartenant à la majorité présidentielle, y compris au sein du gouvernement et au niveau du Parlement». Les deux personnalités politiques ont saisi l'occasion pour réitérer leur appel au président de la République afin de poursuivre sa mission à la tête du pays «pour la continuité du développement et pour la stabilité du pays dans un environnement régional perturbé». Une position confirmée hier par la rencontre que le président de TEJ a eu avec le secrétaire général du FLN qui mène une consultation large afin de rallier toutes les formations politiques, organisations et société civile à renforcer le front de soutien autour de la candidature du président de la République. S. S.

Année universitaire 2018-2019

Les choix des bacheliers satisfaits à 69%

Il est prévu que la deuxième étape des préinscriptions, de concours et d'entretiens pour les filières concernées aura lieu entre le 8 et le 12 août courant.

Plus de 69% des nouveaux bacheliers ont obtenu une réponse favorable à leur premier choix mentionné lors des préinscriptions, selon le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les nouveaux bacheliers, qui dans leur majorité ont été satisfaits de

la réception de la filière universitaire de leur choix, peuvent encore accéder ou vérifier les résultats de leurs affectations sur la plateforme web que le ministère met à leur disposition et ce, tous les jours dans la matinée. Toutefois, le ministère de tutelle rappelle que dans le cas de rejet des choix exprimés, l'étudiant a le droit de s'inscrire de nouveau. Il aura à choisir une filière parmi les quatre autres choix qui lui seront proposés, étant donné

que la phase des recours a été annulée. Il y a lieu de rappeler que la deuxième étape des préinscriptions, de concours et d'entretiens pour les filières concernées aura lieu entre le 8 et le 12 août courant. Pour ce qui est des bacheliers dont le choix pour les spécialités scientifiques et technologie est retenu, ils sont invités à déposer un certificat médical au niveau de l'établissement d'accueil et passer ensuite un entretien qui validera l'accep-

tation du choix de la filière. Sont concernés par cette procédure, les écoles supérieures d'enseignement, instituts de sciences et technologies appliquées, quelques cycles licence et licence en imammat en l'occurrence, les sciences islamiques.

Il fait état, par ailleurs des dates du 13 au 16 du mois en cours, retenues pour le traitement des demandes de réorientation, en cas d'échec aux concours et entretiens. Les nouveaux universitaires pourront procéder au dépôt de dossier de demande d'hébergement via une plateforme dédiée à ce service et ce, entre le 8 et le 15 août. A rappeler, toutefois, que les inscriptions définitives et le dépôt des dossiers des œuvres universitaires auront lieu entre les 2 et 6 septembre. La phase de traitement des cas exceptionnels par les établissements de l'enseignement supérieur, et de réouverture des plateformes consacrées à l'hébergement, la bourse et le transport est programmée pour la période allant du 2 au 16 septembre, dernier délai des inscriptions définitives au titre de l'année universitaire 2018-2019. A. S.

Alger compte un cheptel bovin de près de 10 000 têtes

Déjà 20 cas de fièvre aphteuse détectés

À la veille de l'Aid El Adha, les services sanitaires intensifient le contrôle au niveau des abattoirs pour prévenir des maladies vétérinaires. Ils ont découvert, au niveau de l'abattoir de Hussein Dey à Alger, hier, des symptômes de fièvre aphteuse parmi 7 têtes de bovin destinées à l'abattage, a indiqué l'inspecteur vétérinaire par intérim de la wilaya, Mustapha Mébarki.

Le responsable a précisé à l'APS qu'une procédure d'abat-

tage a été immédiatement lancée pour éviter la consommation de ces viandes.

Le même responsable a fait état de plusieurs mesures prises par les services compétents dès l'apparition du premier foyer, le 21 juin dernier à Tizi Ouzou, et ce, dans le but d'éliminer toute éventuelle apparition de la maladie au niveau de la capitale, affirmant, par ailleurs, qu'aucun cas de fièvre aphteuse n'a été signalé à Alger hormis les cas enregistrés

parmi les têtes de bovin destinées à l'abattage au niveau de l'abattoir de Hussein Dey sur un total de 20 cas. Les cas signalés ont été enregistrés sur des têtes de bovin venues d'autres wilayas ayant connu cette maladie ces derniers temps, a ajouté le responsable.

L'opération de la vaccination des têtes de bovin contre la fièvre aphteuse, dans la capitale, a pris fin vers la fin de juin et début juillet dernier, a indiqué le responsable, ajoutant que le

nombre du cheptel bovin dans la capitale se situe entre 9 000 et 10 000 têtes. Pour rappel, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche avait conclu un marché d'acquisition de deux millions de vaccins dans le cadre des mesures relatives à la lutte contre la fièvre aphteuse, alors que les éleveurs sont tenus à s'abstenir d'acheter les bovins et signaler tout cas suspect de cette fièvre. A. S.

A. S.

Mosquée Ali Ben Abi Taleb de Béjaïa

Les auteurs du vol de la caisse de Zakat arrêtés

■ «Les deux auteurs du vol de la caisse de Zakat (charité) de la mosquée Ali Ben Abi Taleb d'Ihaddaden à Béjaïa ont été arrêtés par les éléments de la 3^e sûreté urbaine de Béjaïa ces derniers jours», a-t-on appris de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Par Hocine C.

Les ont été arrêtés suite à l'enquête effectuée après un dépôt de plainte pour vol de la caisse de dons (Zakat) commis par deux inconnus.



Après investigations et l'utilisation de techniques modernes, les enquêteurs ont réussi à identifier les deux malfaiteurs.

Il s'agit, selon notre source, de Z.N. et B.S., deux récidivistes connus des services de police pour des méfaits commis anté-

rieurement. Le vol a été perpétré après la prière du matin. Les malfaiteurs ont laissé les fidèles quitter la mosquée pour détruire la caisse et emporter les 35 millions de centimes qui s'y trouvaient, une somme qu'ils ont partagée sans aucun remord. Un

dossier pénal a été élaboré à l'encontre des deux voleurs qui ont, par la suite, été présentés devant la juridiction compétente pour «vol avec effraction». Ils ont été placés sous mandat de dépôt.

H. C.

Activité de la police à Béjaïa

3 456 amendes forfaitaires dressées le mois écoulé

«Une baisse sensible des accidents de la route en juillet dernier à Béjaïa». C'est ce qu'a indiqué la Sûreté de wilaya dans un bilan comparatif à celui du mois de juin. Ainsi, 42 accidents ont été enregistrés le mois de juillet écoulé, faisant un mort

et occasionnant des blessures à 52 personnes. Les services de la sûreté publique ont également dressé 3 456 amendes forfaitaires, dont 351 concernent des motards pour des infractions liées à l'absence de port de casque de sécurité, manœuvres

dangereuses, etc. Il a également été enregistré 259 délits de conduite, 60 délits chez les motards pour absence de papiers et d'assurance. Le bilan de la Sûreté de wilaya fait état également de 1 166 retraits de permis de conduire et la mise en

fourrière de 4 véhicules. Par ailleurs, la police a procédé à la vérification de 12 489 véhicules durant le mois de juillet, suite à quoi 125 voitures ont été immobilisées pour «défaut de papiers», dont 88 motos.

H. C.

Aokas - Béjaïa

Le vacancier tabassé par des parkingueurs succombe à ses blessures

Agressé violemment mercredi dernier par des gardiens d'un parking à la plage de Lotta, dans la commune d'Aokas à Béjaïa, pour avoir refusé d'être racketté de 200 DA du droit de stationnement de son véhicule dans une aire vague, le jeune vacancier Zoubir Aïssa, âgé de 36 ans, venu de Oued Souf avec sa famille pour passer quelques jours de vacances, a succombé à ses blessures hier matin à l'hôpital Khéllil-Amrane où il avait été admis pour des soins intensifs. Il souffrait de plu-

sieurs traumatismes, notamment au crâne et aux côtes suite aux nombreux coups qui lui ont été assénés par les criminels avec des armes blanches. Ces derniers l'ont tabassé à mort et laissé à terre gisant dans une mare de sang. L'agression a eu lieu devant sa famille qui est choquée et très affectée par ce crime abject. La victime a d'abord été secourue par des citoyens qui l'ont évacuée à l'EPS de la commune, avant d'être transférée en urgence au CHU Khéllil-Amrane où elle a subi une inter-

vention chirurgicale. Notons qu'un autre jeune vacancier a été agressé hier matin à Aokas et dépossédé de ses biens. Cela s'est passé dans un hôtel à Aokas. Il utile de noter que le ministère de l'Intérieur avait adressé une instruction aux walis et APC pour consacrer la gratuité de l'accès aux plages. Une instruction qui est restée sans application puisque les parkingueurs et les plagistes sévissent en maîtres des lieux. Au lieu de fixer le paiement des parkings à 30 DA ou tout au plus 50 DA, les gestionnaires

des parkings qui n'ont aucune formation en la matière n'hésitent pas à imposer le droit de stationnement entre 100 et 200 DA. Notons que les auteurs du crime ont été identifiés mais seraient toujours en fuite et sont activement recherchés par les services de sécurité. Les services de police et les services de la gendarmerie ont décidé de mener conjointement une opération de sécurisation des plages de la daïra de Tichy aujourd'hui à compter de 13h30.

Hocine Cherfa

Eradication de l'habitat précaire à Illizi 10 chalets détruits

DANS le cadre du programme national d'éradication de l'habitat précaire et en exécution des instructions du ministre de l'Intérieur, il a été procédé hier à la démolition de dix chalets dans la commune de Bordj El Haous, dans la wilaya d'Illizi. Selon un responsable de la circonscription administrative de Djanet, cette opération, qui avait ciblé récemment ces chalets situés au centre de la ville de Bordj El Haous, s'inscrit au titre de l'application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, qui lors de sa dernière visite dans la région a instruit les autorités locales d'éradiquer les habitations précaires

à travers la wilaya d'Illizi. Ladite opération «vise à assurer un logement décent aux résidents de ce type d'habitations». Les locataires de ces habitations ont été relogés dans de nouveaux appartements de type public locatif (LPL) ; quant à l'assiette récupérée elle sera destinée à la réalisation de nouvelles structures du service public au niveau de cette collectivité locale. La même opération concernera, dans les jours qui viennent, la ville de Djanet où une cinquantaine d'habitations menaçant ruine seront démolies. Les résidents qui y habitaient bénéficieront de l'appui de l'Etat à travers les formules d'aide à l'habitat rural et dont la préparation des actes est en cours d'éla-

boration. Le wali de la wilaya d'Illizi, Aïssa Boulahia, avait insisté, lors d'une précédente réunion, sur la nécessité d'accélérer cette opération et de se rapprocher du citoyen pour expliquer les procédures permettant aux citoyens concernés de bénéficier de ce programme d'éradication des habitations de fortune. Pour rappel, les wilayas du sud du pays, dont notamment celle de Tamanrasset ainsi que la circonscription administrative de Ain Guezzam, qui ont été fortement touchées par les dernières intempéries, bénéficieront de toute l'attention des pouvoirs publics qui ont dépêché une commission d'enquête pour s'enquérir de la situation et évaluer les dégâts subis. A. K.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

De quoi se mêle-t-il ?

Suite de la page une

Pour autant, elle ne dit rien sur la réaction saoudienne, et qui dans cette affaire est ce qu'il y a de plus important : l'expulsion de l'ambassadeur canadien, assortie de la quasi rupture diplomatique des relations entre les deux pays. Si le Canada a fait jouer le principe de réciprocité, c'en était fait de ses relations avec l'Arabie Saoudite, un pays clé dans le Moyen-Orient. À supposer d'ailleurs qu'il en reste quelque chose, maintenant que même les vols aériens sont suspendus entre les deux pays. Il n'y a rien de plus déloyal pour un opposant, qui tout de même a un projet politique, qu'il doit pouvoir défendre pour et en lui-même, de recourir à une arme qui par elle-même est un appel à l'ingérence étrangère : les droits de l'homme. Du temps, où les terroristes intégristes ravageaient le pays, une phalange entière des leurs était engagée sur le terrain des droits de l'homme, aidée en cela par bien des bords locaux et étrangers partisans de la politique de la terre brûlée dès lors qu'il s'agit de l'Algérie. On sait qu'une cause n'est pas défendable par elle-même quand ses militants font semblant de se consacrer à une toute autre : la défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, en Algérie, il s'en trouve pas mal qui font dans cette duplicité-là, en croyant tromper leur monde. Les droits de l'homme dans un premier temps, la mitraille dans un deuxième. Pour autant, telle n'est pas l'intention du Canada par rapport à l'Arabie Saoudite ; à ce qu'il semble en tout cas. Son erreur n'est pas seulement d'avoir parlé en maître avec un pays comme l'Arabie Saoudite, mais d'avoir pensé que cela pouvait encore se faire. Il aurait pu tenir ce langage sans subir les foudres du vis-à-vis, mais il y a de cela quelques années. Car à ce compte-là, ses échanges avec le reste du monde se rétréciront très vite. Tous les pays émergents auquel il se serait adressé de cette façon auraient réagi avec la même virulence que l'Arabie Saoudite. Le monde a quelque peu changé depuis la chute du Mur de Berlin, mais le Canada l'apprend seulement aujourd'hui... à ses dépens.

35 décès et près de 2 000 blessés en une semaine

Un été meurtrier sur nos routes

■ Les taux des accidents routiers ont atteint leur paroxysme cet été. En effet, nos routes sont de plus en plus meurtrières, tuant hommes, femmes et enfants. Des chiffres faramineux qui ne cessent d'augmenter ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs.

Par Meriem Benchaoua

Force est de constater que depuis quelques années, le nombre d'accidents de la route en Algérie a carrément explosé. En dépit des campagnes de sensibilisation entreprises en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate, toujours, une constante recrudescence. Un triste constat que la semaine écoulée a largement renforcé en accusant un taux de mortalité de 35 personnes et près de 2 000 autres ont été blessées dans plusieurs accidents survenus à travers le territoire national, a indiqué hier un communiqué des services de la Protection civile. La situation empire de plus en plus et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause du fléau, en plus de l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. Des chiffres en hausse ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand nombre de piétons et conducteurs, ce qui a donné lieu à des résultats proprement dramatiques. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois prin-



cipes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. L'incivisme des conducteurs est à pointer du doigt : le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante, les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien, les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communi-

cations, la route demeure meurtrière. Selon le dernier bilan de la Protection civile, trente-cinq personnes sont mortes et 1 921 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus du 29 juillet au 4 août dans plusieurs régions du pays. La wilaya de Tlemcen déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 4 personnes, alors que 50 autres ont été blessées suite à 28 accidents de la route. Par ailleurs, sept personnes ont

trouvé la mort et 104 autres ont été blessées dans 84 accidents survenus au niveau des zones urbaines les 3 et 4 août en cours, a indiqué hier un bilan des services de la Sûreté nationale. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, en sus d'autres facteurs liés au non-respect de la distance de sécurité, à l'état des véhicules et à l'environnement, ajoute la même source. A cet effet, la Direction générale de la Sûreté

nationale (DGSN) appelle les usagers de la route à faire preuve de prudence et de vigilance, à respecter le code de la route et à éviter l'excès de vitesse, sans oublier de soumettre les véhicules à un contrôle régulier pour préserver les vies humaines et la sécurité des usagers de la route. La DGSN rappelle également le numéro vert 15-48 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24h.

M. B.

Agriculture et innovation

Le premier salon national en octobre à Tizi-Ouzou

Un premier salon national de l'agriculture et de l'innovation se tiendra du 1^{er} au 3 octobre prochain dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris hier auprès de la chambre locale d'agriculture (CAW), organisatrice de l'événement. L'objectif principal visé par ce salon est la modernisation de l'activité agricole et l'amélioration des rendements, grâce à l'innovation et au recours aux nouvelles techniques de production, d'économie des ressources, de management, entre autres, a indiqué à l'APS le commissaire de ce salon et membre de la CAW, Abdelghani Benali. L'idée est de créer des passerelles entre les agriculteurs et l'université pour profiter des travaux de recherche de cette institution productrice d'innovation. Il s'agit aussi de sensibiliser et d'inciter les agriculteurs à adopter les nouvelles méthodes de production qui leur permettront d'améliorer les rendements et de maintenir et développer leur activité, a ajouté M. Benali qui a déploré que l'agriculture soit encore pratiquée de manière «archaïque» à Tizi-Ouzou. Aussi, est-il prévu durant ce salon des communications qui traiteront de thématiques liées à l'économie de l'eau et à l'énergie, le management et les nouvelles

méthodes de gestion des exploitations agricoles pour produire plus et à moindre coût et faire des bénéfices, a-t-il précisé, tout en relevant qu'un agriculteur «doit prévoir les bénéfices à réaliser pour envisager des investissements qui lui permettront de développer son activité». «Une gestion moderne d'une exploitation agricole permettra non seule-

ment d'améliorer les rendements, mais aussi de maintenir l'activité en rendant les exploitations modernes et viables et, par conséquent, fixer les populations du monde rural», a souligné, pour sa part, le président de la CAW de Tizi-Ouzou, Saidani Hamid a observé qu'un agriculteur gagnerait à être constamment en quête des dernières innovations dans le

monde agricole. «Il doit aussi actualiser régulièrement ses connaissances dans son secteur d'activité pour se perfectionner, sans négliger l'aspect marketing qui joue un rôle important dans la promotion de son produit», a-t-il dit. S'agissant du programme du salon qui sera organisé en collaboration avec plusieurs partenaires locaux et nationaux, dont

la direction de wilaya des services agricoles et l'Assemblée populaire de wilaya (APW), il est prévu une exposition de machines et produits agricoles et des communications sur l'innovation en agriculture, ont indiqué les organisateurs, précisant que ce programme est en cours de finalisation.

Sara N./APS

Tamanrasset/Intempéries

Mesures d'urgence pour la prise en charge des sinistrés à In Guezzam

Lors de sa visite à la circonscription administrative frontalière d'In Guezzam (420 km à l'extrême-sud de Tamanrasset), une série de mesures d'urgence pour la prise en charge des sinistrés, suite aux intempéries ayant touché cette région ces derniers jours. Parmi les mesures annoncées par la wali de Tamanrasset, Djilali Doumi, à l'issue de la réunion technique tenue suite au constat établi par la commission, la distribution de 100 colis alimentaires et de 400 couvertures au profit des sinistrés. Outre des quotas supplémentaires de couvertures, le premier quota de tentes sera acheminé ce soir après établissement de la liste des sinistrés. Dans le même contexte, 5 grands camions ont été mobilisés pour le drainage des eaux pluviales, parallèlement à 40 agents dépêchés en renfort avec 10 pompes supplémentaires pour renforcer les services de la Protection civile A travers l'inspection de la cité «Abalegh», la plus endommagée, des

engins ont été mobilisés pour drainer les eaux accumulées. Une commission a été chargée d'inspecter les habitations endommagées et celles effondrées. Des mesures ont été prises, à cet effet, par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville en coordination avec les responsables locaux de l'Habitat et les services de l'APC. La ville d'In Guezzam a été divisée en trois départements avec à la tête de chacun un directeur exécutif chargé du suivi sur le terrain des opérations d'évaluation de la situation et le suivi de programmes d'urgence, a fait savoir le wali. Des programmes spéciaux seront mis en place pour faire face aux inondations et une étude pour la protection de la ville d'In Guezzam des dangers des inondations des vallées sera élaborée par le ministère des Ressources en eau. Outre la dotation du parc de la commune en matériel nécessaire dont des camions, des travaux d'entretien des canaux d'assainissement seront effectués en sus des mesures portant drainage des eaux

situées aux zones basses. A cet effet, une étude sera élaborée afin de récupérer les programmes d'aménagement de la ville d'In Guezzam et une fiche technique d'urgence sera établie. Cette réunion technique a constitué une occasion pour la mise en place de programmes pratiques afin de prendre en charge les préoccupations des citoyens d'In Guezzam. Le problème des eaux accumulées dans la ville a constitué une mesure d'urgence. D'autres mesures seront initiées à la lumière des propositions des citoyens et toutes les décisions prises seront mises en œuvre et suivies sur terrain en coordination avec les départements ministériels concernés et la wilaya de Tamanrasset qui a mobilisé tous les moyens nécessaires pour pallier cette conjoncture, a indiqué l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Abderrahmane Sidini.

Dalila O.

Égalité salariale

Une problématique mondiale, selon le FMI

■ Les pays du G7 (les sept pays les plus industrialisés), qui sont déterminés à combler les disparités salariales entre hommes et femmes, affichent un écart moyen de quelque 16 points de pourcentage, a indiqué le Fonds monétaire international (FMI) sur son site web.



PH. D. R.

Par Faiza O.

Dans la lutte qu'ils livrent pour parvenir à la parité entre les hommes et les femmes, certains pays parviennent à réduire les inégalités, notamment en matière d'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services financiers. Cependant, à l'échelle mondiale, les femmes continuent d'être désavantagées par rapport aux hommes sur le plan des perspectives économiques. «Les pays peuvent corriger le problème en

adoptant des politiques propres à réduire l'écart salarial et promouvoir l'égalité des chances», précise le FMI. «Notre graphique de la semaine, tiré du document récemment publié à l'issue de la réunion des ministres et des gouverneurs de la banque centrale du G-7, montre l'écart salarial qui existe dans les différents pays. Il mesure les différences de rémunération entre hommes et femmes compte tenu des heures ouvrées, du type d'emploi, des niveaux d'instruction, de l'âge et

de l'expérience. Ce graphique nous rappelle que les pays en développement et les pays avancés se heurtent au même problème», ajoute la même source. Il apparaît que l'écart salarial est le plus marqué en Corée du Sud, où il s'élève à 37 points de pourcentage. Aux Etats-Unis et au Canada il est d'environ 18 points. Le Luxembourg, quant à lui, se situe au bas de l'échelle avec une différence de 3 points. Le G7, qui s'est engagé à combler l'écart de genre, présente une

disparité moyenne de quelque 16 points de pourcentage. Les inégalités de genre sont étroitement liées aux inégalités de revenu, lesquelles peuvent peser sur la viabilité de la croissance dans un pays donné. L'écart de salaire entre hommes et femmes contribue directement aux inégalités de revenu, et plus les écarts de participation au marché du travail sont grands, plus les inégalités se manifestent sur le plan des revenus, des retraites et de l'épargne. La diminution de l'écart salarial peut aboutir à une plus grande égalité dans la répartition globale du revenu. Pour réduire les inégalités de genre et les écarts salariaux, les pays devraient privilégier les politiques propres à améliorer l'éducation, la santé et les infrastructures, à renforcer l'inclusion financière et à promouvoir l'égalité de droits. Dans les pays avancés et dans quelques pays en développement, plusieurs politiques peuvent contribuer à réduire les écarts salariaux, à savoir des congés parentaux financés par l'Etat. Les congés de longue durée pour la prise en charge des enfants peuvent entraîner une baisse de revenu après le retour au travail et une perte d'aptitudes. Aussi la suppression de la charge fiscale liée au deuxième revenu (principalement celui de la femme). Remplacer la fiscalité familiale

par une fiscalité individuelle. Les Crédits d'impôt ou prestations en faveur des salaires modestes. Ces crédits d'impôt réduiraient la charge fiscale nette et augmenteraient le revenu net du travail.

F. O./APS

Le Brent à 74,59 dollars hier à Londres

LES PRIX du pétrole grimpaient hier en cours d'échanges européens alors que les marchés s'inquiétaient de voir les Etats-Unis appliquer leurs premières sanctions contre Téhéran, à quelques mois des mesures visant les exportations pétrolières iraniennes. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 74,59 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 84 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre prenait 58 cents à 69,59 dollars. Une salve de sanctions américaines contre l'Iran est entrée en vigueur hier, le président iranien Hassan Rohani criant à la «guerre psychologique» et écartant toute négociation sur un nouvel accord nucléaire réclamé par les Etats-Unis. Si l'or noir n'est pas directement visé par cette première vague, «la réalité de futures sanctions sur les produits pétroliers fait son chemin dans les esprits», a commenté Bjarne Schieldrop, analyste chez SEB. Le secteur pétrolier du troisième plus grand producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sera directement visé à partir de novembre. Les Etats-Unis menacent de sanctionner les pays qui importeront du pétrole iranien à partir de cette date, mais les analystes sont divisés quant aux pays qui braveront Washington. «L'Inde, la Chine, et des pays d'Europe s'opposent aux sanctions américaines, ils pourraient continuer d'acheter à l'Iran», a supposé Fiona Cincotta, analyste chez City Index. «Il nous semble que les entreprises privées font le choix facile, en privilégiant les Etats-Unis plutôt que l'Iran», a pour sa part argué Bjarne Schieldrop, qui estime que «le choix est d'autant plus facile que l'Arabie saoudite et la Russie ont augmenté leur production».

R. E.

Banque mondiale

Les pays en quête de croissance économique négligent les ressources humaines

Les gouvernements en quête de croissance économique investissent depuis longtemps dans les infrastructures mais négligent souvent leurs ressources humaines, d'où ce «déficit en capital humain», a fait constater la Banque mondiale dans un rapport publié sur son site web. «Ces gouvernements préfèrent investir dans le capital physique : routes, ponts, aéroports et autres infrastructures. Mais ils négligent souvent leurs ressources humaines, en partie parce que les retombées de ces investissements mettent plus de temps à se matérialiser et sont difficiles à mesurer», a noté le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, dans la revue *Foreign Affairs*, citée dans ce rapport. «Faute d'investir dans les ressources humaines, les pays pauvres restent confrontés à des défis impressionnants en termes d'éducation et de progrès», prévient l'institution de Bretton Woods. D'après les statistiques de cette institution financière, 260 millions d'enfants et de jeunes dans les pays pauvres ne sont pas scolarisés, 60% des élèves du primaire n'atteignent pas les niveaux de compétences

minimales au cours de leur apprentissage. Par ailleurs, un quart des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition dans ces pays. Au-delà de la justification purement morale des investissements dans la santé et l'éducation de l'ensemble de la population, les auteurs du rapport font valoir un argument économique : «C'est grâce à ces investissements que chacun acquiert les moyens de soutenir la concurrence et de s'épanouir dans un environnement évolutif», ont-ils souligné. Ainsi, le «capital humain», le potentiel de chaque individu, va devenir l'investissement de long terme le plus important qu'un pays doit consentir pour garantir la prospérité et la qualité de vie future de ses ressortissants, ont-ils insisté. En termes de qualification de la main-d'œuvre, le rapport observe que dans de nombreux pays, elle n'est pas préparée à l'avenir qui «se dessine rapidement». «La frontière des compétences ne s'est jamais déplacée aussi vite qu'aujourd'hui. Les pays doivent préparer leur main-d'œuvre aux impressionnants défis comme aux incroyables opportunités qui accompagnent les avancées

technologiques», a recommandé cette institution. Soulignant l'importance de ce dernier point, les auteurs du rapport préviennent que sans «un effort urgent» et concerté partout dans le monde pour renforcer le capital humain, des pans entiers de la population et des nations risquent, demain, de se retrouver exclus de la prospérité.

Un nouveau projet sur le capital humain sera dévoilé en octobre prochain

Pour inciter les pays à focaliser durablement et prioritairement sur l'investissement dans les êtres humains, le Groupe de la Banque mondiale a initié un projet sur le capital humain. Le projet en question permettra aux pays d'agir sur plusieurs leviers : la mobilisation des ressources et des dépenses plus efficaces, l'alignement des politiques sur des investissements axés sur les résultats et le comblement des lacunes en termes de mesure et d'analyse, précise le rapport. «Les gouvernements manifestent déjà leur intérêt pour optimiser l'évolution de leur capital humain», assure le Groupe de la

Banque mondiale, en affirmant que les ses prochaines Assemblées annuelles, prévues en octobre, seront l'occasion d'évoquer les résultats de stratégies mises en œuvre, avec son soutien, dans un premier groupe de pays soucieux de renforcer leurs ressources humaines. Quant au nouvel indice du capital humain, qui sera dévoilé lors de ces mêmes Assemblées, il mesurera l'état de santé des enfants, des adolescents et des adultes ainsi que la qualité et la durée de l'éducation. «Ces données permettront d'engager dans chaque pays un débat, initié par les plus hauts responsables gouvernementaux, sur les conditions à réunir pour réussir demain», a souligné le président du Groupe de la Banque mondiale. «Le projet sur le capital humain devrait contribuer à l'avènement d'un monde où chaque enfant peut entamer son parcours scolaire le ventre plein et avec tous les atouts en main, peut espérer acquérir une instruction digne de ce nom et peut arriver sur le marché du travail en bonne santé et en possédant les qualités requises pour mener une vie adulte productive», a conclu le même rapport.

Tlemcen

Attribution de plus de 20 000 logements avant fin 2018

■ Plus de 20 000 logements, tous programmes confondus, seront attribués à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Tlemcen avant la fin 2018, a-t-on appris du wali, Ali Benyaïche.

Par Ali A.

Dans une conférence de presse, organisée au siège de la radio de Tlemcen, M. Benyaïche a indiqué qu'il s'agit d'un quota de 10 097 logements publics locatifs (LPL), 554 logements participatifs (LSP), 6 977 unités relevant de l'habitat rural et 2 600 logements location-vente (AADL) à attribuer à travers différentes communes de la wilaya. Concernant les logements publics locatifs, le même responsable a souligné qu'ils ont été achevés et il ne reste que les travaux extérieurs qui seront réalisés après le règlement du problème des montants alloués aux entreprises, ajoutant qu'il est attendu des présidents d'APC

l'établissement des listes des bénéficiaires des aides à l'habitat rural. Pour ce qui est du premier quota de logements AADL, il sera attribué à la mi-septembre prochain avec les structures d'accompagnement, notamment les écoles, CEM, lycées, a annoncé Ali Benyaïche, soutenant que des mesures d'urgence ont été prises et des entreprises qualifiées ont été choisies pour la réalisation des établissements scolaires en un temps record. «L'opération de raccordement des logements aux réseaux d'eau potable et d'assainissement a été achevée et il ne reste que la viabilisation pour l'achèvement de ce quota de logements AADL», a signalé le wali, soulignant que la wilaya de Tlemcen a bénéficié cette année



de quotas supplémentaires dont 6 300 aides à l'habitat rural et 1 600 logements participatifs aidés (LPA), dont les travaux seront lancés dans un mois, et 2 721 logements location-vente AADL en

plus de 260 aides à la restauration de bâtisses. Par ailleurs, M. Benyaïche a fait état d'une opération de démolition de 28 logements à Ain El Houtz qui sera lancée «la semaine prochaine en rai-

son du non-respect des lois interdisant la construction sur des terres agricoles», soulignant que «toute maison construite après le recensement de 2007 est illicite». Cette opération sera élargie ensuite, a-t-il dit, à toutes les communes qui ont vu l'élévation de constructions illégalement. La wilaya de Tlemcen a attribué, depuis la mi-2017 jusqu'à juillet dernier, 8 147 logements, tous programmes confondus, dont 2 028 LPL, 5 225 aides à l'habitat rural, 660 logements participatifs, 114 promotionnel aidé et 120 aides à la restauration des maisons.

A. A.

Tizi-Ouzou

Campagne de sensibilisation contre les fléaux sociaux

Une campagne de prévention et de sensibilisation contre les fléaux sociaux a été lancée au niveau du littoral de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des initiateurs de cette action. Durant une dizaine de jours, les jeunes, filles et garçons, de l'association sociale «Femmes actives» sillonnent toute la bande côtière de la wilaya, les communes de Tigzirt à Azefouf, pour porter leur message aux estivants. Centrée sur la prévention et la lutte contre la drogue, ses dangers sur l'individu et la société, ainsi que les fléaux qu'elle charrie, dont la violence et la criminalité, la campagne inclut, cette année, la sensibilisation sur la préservation de l'environnement et du cadre de vie. «On ne pourra jamais sensibiliser assez contre ce fléau qui prend de plus en plus d'ampleur et menace même, à terme, la cohésion sociale. La sensibilisation doit

être continue et sans relâche. Notre pays, plutôt consommateur que producteur, subit les conséquences du développement de ce commerce à l'échelle mondiale et régionale», fait remarquer Djouher Hachemi, présidente de l'association. La préservation de l'environnement qui «constitue le socle d'une vie saine» n'est pas en reste dans cette campagne. «Nous ne pouvons ignorer la nécessité de préserver l'environnement qui est la base de toute vie saine et qui constitue lui-même un rempart contre le fléau de la drogue qui gangrène de plus en plus notre société», explique M^{me} Hachemi. Le choix de la bande côtière, fait-elle remarquer, «n'est pas fortuit en cette période, car il offre l'opportunité de rencontrer des gens venus de toute la wilaya et même d'au-delà. Et c'est aussi ici (sur les plages) que nous rencontrerons le plus de

jeunes, qui sont la frange la plus touchée par ces fléaux». Sur le terrain, les bénévoles de l'association, les jeunes et adultes, scindés en groupes de cinq à huit personnes qui se relayeront tous les trois jours, appelés «groupes de paroles», investiront chaque jour une des plages des deux communes dès 10h00 jusqu'à 14h00 pour mener un travail de contact direct avec les estivants et y distribuer du matériel illustratif des méfaits de la drogue (prospectus, flyers et brochures). Dans la soirée, des projections vidéo thématiques (drogues, violence, santé, environnement et prévention) suivies de débats sont également programmées chaque soir de 21h00 à minuit à proximité de la cinémathèque de la ville de Tigzirt. Deux projections sont aussi programmées à l'entrée de la grande plage de la même ville.

S. H.

Illizi

Plus de 540 nouveaux logements raccordés au réseau d'électricité

Pas moins de 542 nouveaux logements, tous types confondus, ont été raccordés au réseau d'électricité durant le premier semestre 2018 à travers les communes de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès des services de la Société de distribution d'électricité et du gaz (sonelgaz). Il s'agit du raccordement de 125

unités (commune d'Illizi), 140 autres (commune de Djanet) et 277 unités de type public locatif (LPL) au niveau du nouveau parc de logements (commune d'In-Amenas), à indiqué la chargée de communication, Wada Zohra. Un réseau de 10 km a été réalisé pour cette opération qui a nécessité une enveloppe d'37 millions

dinars, selon la même source, ajoutant que la Sonelgaz a mobilisé les équipes techniques nécessaires pour la livraison des travaux dans les délais.

D'autres nouvelles unités sont en cours de raccordement au réseau d'électricité, ainsi que des sièges administratifs, a-t-on fait savoir.

Dans le souci d'assurer l'accélération du raccordement à cette énergie vitale, les services de l'entreprise œuvrent à renforcer ses équipes techniques à travers les six communes de la wilaya, dans le but de respecter les délais de raccordement.

F. K.

Khenchela

Plus de 150 hectares de récoltes agricoles détruits par les intempéries

Plus de 150 hectares de récoltes agricoles ont été détruits par les intempéries durant ces dernières 48 heures dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris du chargé de communication auprès de la Direction des services agricoles. Ce bilan «provisoire» fait état de la destruction de plus de 100 hectares de légumes et de vergers, inondés par les crues de l'oued Melih dans la commune de Remila, ainsi que la détérioration de plu-

sieurs parcelles de terres agricoles de la commune de Taouziat, affectées par le ravinement et les glissements, a indiqué Madjid Maafi. Il a également ajouté que plus de 50 hectares d'arbres fruitiers et de superficies agricoles cultivées en légumes, jouxtant l'oued El Djaref des communes de Tamza et d'Ensigna, ont été inondées. Les mêmes services ont fait état de l'altération de cinq puits, la perte de 20 ruches peuplées et d'une

vache, ainsi que la détérioration de nombreux équipements agricoles, a-t-on déploré. M. Maafi avait fait part de la création, dimanche, d'un comité constitué de représentants de plusieurs secteurs (les forêts, les ressources en eau et l'agriculture) ainsi que les représentants des communes pour «évaluer les dégâts occasionnés par les intempéries».

R. R.

Tlemcen Réfection prochaine de 12 écoles primaires à Remchi

LA DAIRA de Remchi (Tlemcen) a bénéficié d'une enveloppe de 21,4 millions DA pour la réfection de 12 écoles primaires, a-t-on appris du chef de daïra, Smail Maamar. Inscrite au titre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, cette enveloppe permettra la réfection des écoles situées à Remchi (11,5 millions DA), Ain Youcef (2,2 millions DA), Béni Ourous (1,5 million DA) El Fhouf (1,7 million DA) et Sebba Chioukh (4,5 millions DA). Les travaux de maintenance, qui concernent la réfection des toits, des sanitaires et le revêtement, ont été confiés à des entreprises privées. Les travaux ont été lancés dans certaines écoles et l'opération se poursuivra pour toucher l'ensemble des établissements. Par ailleurs, un montant de 14,1 millions DA du même fonds a été alloué pour le versement des salaires des gardiens des établissements scolaires, qui seront recrutés pour la prochaine année scolaire. La daïra de Remchi dispose de 46 écoles primaires, 10 CEM et cinq lycées.

N. T.

Tunisie

L'ONG Crisis Group appelle à mettre en place un gouvernement «stable et efficace»

■ L'International Crisis Group a exhorté les partis politiques tunisiens à montrer «leur sens de l'Etat» et à mettre en place un «gouvernement stable et efficace», soulignant que les formations politiques tunisiennes devraient «se placer au-dessus des conflits» et œuvrer pour «renforcer la confiance envers les institutions».

Par Sara H.

Dans un rapport rendu public jeudi dernier, ce groupe de réflexion a fourni une rétrospective et une analyse exhaustive sur la crise politique que traverse actuellement la Tunisie, tout en proposant des solutions à cette situation et des mesures pour restaurer la confiance entre les populations et les institutions du pays. Cette ONG, basée à Bruxelles, a relevé que la Tunisie traverse aujourd'hui une «grave crise politique», qui s'est manifestée principalement par des «querelles» autour du maintien ou du départ du chef du gouvernement, Youssef Chahed, ainsi que par une lutte pour le contrôle du parti Nida Tounes, l'un des deux piliers de la coalition au pouvoir. Tout en relevant que «cette crise a paralysé l'action publique et le travail législatif, divise et discrédite la classe politique», le Think tank international a rappelé que le taux de participation aux dernières élections municipales a démontré «une désaffection, voire un rejet en bloc de la classe politique». Dans ce sillage, il a précisé que «les rivalités pour le contrôle de Nida Tounes et l'affaiblissement du consensus entre An-Nahda et Nida Tounes ralentissent considérablement l'activité de l'Assemblée nationale, du gouvernement et de l'administration publique». Le groupe de réflexion a évoqué, à ce propos, des «dizaines de projets qui sont bloqués en commission, alors que l'échéance pour le vote de la loi de finances de 2019, fondamentale dans le contexte actuel de rétrécissement de la marge de manœuvre macroéconomique, se rapproche (décembre 2018)». Il en résulte également de cette situation, a souligné le rapport de l'ONG, qu'«aucun

compromis» n'émerge à propos de la nomination des membres de la Cour constitutionnelle et d'un nouveau président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), des nominations qu'il considère «importantes» pour l'organisation des prochains scrutins législatif et présidentiel de 2019. Evoquant la question du maintien ou du départ du gouvernement de Chahed, qui mine la classe politique tunisienne ces derniers temps, l'International Crisis Group a estimé dans son analyse que cette «incertitude» autour de la poursuite de la mission du Premier ministre a contribué, elle aussi, à «paralyser l'action publique et que beaucoup de hauts fonctionnaires avaient quasiment cessé le travail».

Des solutions pour dépasser la crise actuelle

Pour dépasser cette crise, l'ONG a exhorté les principales forces politiques et syndicales tunisiennes à se «mettre d'accord» et à considérer que le Parlement est la seule institution en mesure de décider du sort du Chef du gouvernement. Quant au rôle que pourra assumer l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), le groupe de réflexion a appelé l'organisation syndicale à «préserver la paix sociale au nom de l'unité nationale» et à éviter de «miser sur la confrontation en préparant une rentrée sociale explosive». D'autant plus que la Tunisie serait, a fait savoir le rapport, contrainte d'appliquer «à la lettre» les recommandations «fermes» du Fonds monétaire international (FMI). A cet effet, le gouvernement est appelé donc à accélérer le rythme de travail ministériel et à participer à la préparation des prochains rendez-



vous électoraux, a-t-il suggéré. Dans le cas d'un éventuel départ de Youcef Chahed de son poste de Premier ministre, ceci pourrait engendrer des «tensions sociales et politiques» autour de la composition d'un futur gouvernement d'union nationale, a tenu à mettre en garde Crisis Group. Tenant compte de ce facteur, l'ONG a proposé la formation d'un gouvernement composé de «technocrates», indiquant que cette décision serait «une solu-

tion de dernier recours». Une telle mesure aurait le mérite, selon ce groupe de réflexion, de rassurer les hauts fonctionnaires et contribuerait «probablement à apaiser la rancœur de larges franges de la population tunisienne». «En se retirant momentanément, les principaux partis politiques ne prendraient plus en otage l'action gouvernementale. Ils disposeraient du temps nécessaire pour régler leurs problèmes internes», a tenu à expli-

quer l'ONG dans son analyse, citant dans ce contexte le prochain congrès électif de Nida Tounes qui pourrait avoir lieu début 2019. L'International Crisis Group a recommandé, par ailleurs, aux partis politiques tunisiens d'engager un «débat de fond» sur les éléments qui ont rendu possible la crise actuelle pour éviter de répéter «les erreurs passées».

S. H./APS

Habib Essid nommé ministre-conseiller auprès du président chargé des Affaires politiques

L'ANCIEN Chef du gouvernement tunisien, Habib Essid, a été nommé ministre-conseiller spécial auprès du président de la République, chargé des Affaires politiques, a annoncé la présidence tunisienne. Habib Essid a été chargé le 5 juin 2015 de former le gouvernement. Le 30 juillet 2016, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) avait retiré, en plénière, sa confiance au gouvernement Essid. Youssef Chahed lui a succédé. Parallèlement, Kamel Hadj Sassi a été nommé conseiller auprès du Chef du gouvernement, a rapporté un communiqué de la Présidence du gouvernement. Hadj Sassi avait occupé plusieurs hautes fonctions de l'Etat avant 2011, dont notamment secrétaire d'Etat à la Culture, à la Jeunesse et aux Affaires sociales, ambassadeur de la Tunisie à Prague et ancien député. Il avait dirigé plusieurs organisations de jeunesse, de développement et de culture.

R. M.

Décolonisation du Sahara occidental

Kohler briefera aujourd'hui le Conseil de sécurité

L'émisnaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, fera un briefing au Conseil de sécurité sur sa dernière tournée régionale visant à relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc, à l'arrêt depuis 2012. L'ancien président allemand devrait informer le Conseil de sécurité de «ses récentes activités» menées dans le cadre du processus onusien, précise l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois d'août. La réunion se tiendra à huis clos et à l'issue de laquelle l'organe onusien devrait «fort probablement» délivrer des éléments à la presse sous forme de communiqué qui sera lu par le Royaume-Uni, président du Conseil pour le mois d'août, selon une source onusienne proche du dossier. Il s'agit du deuxième briefing de Horst Kohler depuis sa nomination comme

envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental et qui intervient également moins de deux mois après sa tournée dans la région où il a eu des discussions avec les deux partis au conflit, le Front Polisario et le Maroc et les deux pays observateurs, la Mauritanie et l'Algérie. Au cours de son premier briefing tenu en mars dernier, l'ancien président allemand a défini avec clarté son mandat en tant qu'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU qui consiste à «trouver une voie pour l'avenir» sur la base d'une solution garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui. L'émisnaire onusien avait expliqué, lors de cette réunion d'information, sa vision du processus de paix et a précisé que son objectif était de relancer les négociations directes entre les deux parties au conflit, le Maroc et le Front

Polisario, dans le courant de l'année 2018. «C'est ainsi que la résolution 2351 le précise, et nous n'avons pas besoin d'une nouvelle terminologie, mais d'une volonté de remplir ce langage de sens et de le suivre par l'action», a-t-il alors déclaré, rejetant les conditions du Maroc qui refuse de revenir à la table des négociations que si son plan d'autonomie est mis comme seule option pour le règlement du conflit. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset aux Etats-Unis. Depuis le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de la légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à

l'autodétermination. Mis au pied du mur, le Maroc est, cependant, tenu de reprendre sans tarder les négociations. En avril, le Conseil de sécurité s'est fixé rendez-vous en octobre prochain pour évaluer l'avancée du processus, mettant le cap sur une nouvelle démarche visant à ramener les partis au conflit à la table des négociations dans un délai de six mois. Les Etats-Unis, porte-plume des résolutions sur le Sahara Occidental, ont déclaré juste après l'adoption de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso qu'ils s'attendaient à une reprise des pourparlers d'ici à octobre. La nouvelle démarche met directement le Maroc devant ses responsabilités. Ayant entravé le travail de deux émissaires onusiens, le Maroc s'attelle à chercher des prétextes pour ne pas reprendre les négociations.

Farid M.



Iran

Les Iraniens dans la tourmente après le retour des sanctions américaines

■ «Ma vie est en train d'être détruite». Ali Paphi craint de ne plus pouvoir trouver de travail ou acheter à manger après le rétablissement de sévères sanctions américaines qui risquent d'aggraver les difficultés économiques des Iraniens.

Par Rosa C.

Beaucoup d'Iraniens tiennent leur propre gouvernement pour responsable du retour des sanctions, imposées à la suite du retrait des États-Unis de l'accord de 2015 sur le nucléaire. Et ils craignent qu'elles ne portent un coup fatal à leurs conditions de vie. Malgré des protestations sporadiques et des grèves dans plusieurs villes du pays la semaine dernière, le calme semblait régner dans la plupart des villes après l'entrée en vigueur des sanctions tôt hier. Ce qui n'a pas empêché les Iraniens rencontrés

par l'AFF dans la rue à Téhéran d'exprimer leur désespoir, surtout ceux parmi les classes pauvres de la société. «J'ai l'impression que ma vie est en train d'être détruite. Comme je vois la situation économique aujourd'hui, la classe ouvrière va mourir», lance Ali Paphi, un ouvrier du bâtiment. «Les sanctions affectent déjà gravement la vie des gens. Je ne peux pas acheter à manger, payer le loyer (...) Personne ne se soucie des ouvriers», se lamente-t-il. Ces dernières semaines, l'annonce de la prochaine entrée en vigueur des sanctions avait déjà affecté le quotidien des Iraniens, la rhétorique

agressive du président américain Donald Trump contre l'Iran ayant effrayé les investisseurs et fait plonger la monnaie nationale. «Les prix ont augmenté depuis trois, quatre mois et tout ce dont nous avons besoin est devenu tellement cher, avant même le retour des sanctions», déplore Yasaman, un photographe de 31 ans à Téhéran. Comme beaucoup, il espère que les dirigeants iraniens acceptent de négocier pour sortir de la crise. «J'espère que cela arrivera un jour. La plupart des gens estiment que les politiciens devront finir par avaler le poison», dit-il en référence à une phrase célèbre de l'ayatollah Khomeiny, fondateur de la République islamique, qui avait décrit en 1988 la décision de conclure un cessez-le-feu avec l'Irak «comme aussi amère que de boire un verre de poison». La plupart des Iraniens sont habitués à l'hostilité des États-Unis, avec laquelle ils ont vécu pendant quatre décennies. Leur colère est donc principalement dirigée contre leurs propres dirigeants. «Les prix augmentent à nouveau, mais c'est à cause de la corruption du gouvernement, pas des sanctions américaines», lance Ali, un travailleur indépendant de 35 ans. Il estime



Ph. > D. R.

que le président Hassan Rohani n'est pas capable d'améliorer les choses. «Il ne peut pas résoudre les problèmes. Il est clair que ce n'est pas lui qui prend les décisions dans ce pays. Le problème, ce sont nos représentants et notre système», lâche-t-il. Les Iraniens fortunés et éduqués ont eux aussi perdu espoir, mais ils ont toujours la possibilité de partir – même si c'est à contrecœur. Sogand, une jeune Irano-américaine, s'était installée en Iran pour la première fois il y a cinq ans. Elle a d'abord profité du dégel des tensions avec la signature de l'accord nucléaire de 2015. Mais

ces derniers mois, son inquiétude n'a cessé de grandir en raison de sa double nationalité, un cas propre à d'autres personnes qui avaient été arrêtées sous accusation d'espionnage. Pour elle, il était temps de partir. «J'ai honte d'avoir abandonné mes collègues pendant la crise économique. Je me sens coupable d'avoir eu les moyens de partir si vite», confie-t-elle à l'AFF par message. Mais «la déstabilisation économique et l'absence de toute perspective financière dans ce pays ont été le dernier clou sur le cercueil».

R. C.



Points chauds

Gendarme

Par Fouzia Mahmoudi

Si la stratégie de Donald Trump vis-à-vis de l'Iran a suscité depuis dix-huit mois beaucoup de critiques, que ce soit aux États-Unis ou parmi les alliés de Washington, certains affichent désormais leur agacement grandissant face à la position américaine. «Les États-Unis n'ont pas à être le gendarme économique de la planète». Bruno Le Maire n'a pas mâché ses mots au lendemain de l'annonce par Donald Trump du rétablissement des sanctions américaines contre Téhéran, après le retrait unilatéral des États-Unis, le 8 mai dernier, de l'accord sur le nucléaire iranien. Dans la foulée, le ministre français de l'Économie s'était dit «déterminé à se battre» pour défendre les intérêts des entreprises françaises présentes en Iran, sous la menace des sanctions extraterritoriales américaines. Avec ses homologues allemand et britannique, Le Maire avait affirmé «attendre, en tant qu'alliés des États-Unis» des exemptions pour les sociétés européennes commerçant avec l'Iran. Or, près de trois mois après le retrait américain de l'accord, force est de constater que ces efforts européens se sont révélés vains. Hier à minuit, la première salve de sanctions américaines contre la République islamique est arrivée à exécution. Elles ciblent les transactions financières et importations de matières premières en Iran, ainsi que les achats dans les secteurs de l'automobile et de l'aviation commerciale. Pourtant, avant même cette première date butoir (la seconde salve de sanctions sur le secteur énergétique et la Banque centrale iranienne doit intervenir le 5 novembre prochain), nombre d'entreprises françaises qui avaient investi en Iran après l'accord avaient déjà plié bagage, effrayées à l'idée d'être ciblées par Washington. Total, Engie, PSA, Airbus ou encore Air liquide, ont ainsi quitté la République islamique les unes après les autres. De quoi fragiliser encore davantage un accord qui était jusqu'ici le meilleur moyen de s'assurer que l'Iran ne se doterait pas de la bombe atomique. En vertu de ce texte, signé le 14 juillet 2015 par la République islamique et les 5 + 1 (États-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni, Allemagne), l'Iran acceptait de réduire considérablement son programme atomique en échange d'une levée des sanctions internationales qui devait permettre le retour des investissements étrangers dans le pays. Or, si Téhéran a respecté sa part du contrat, selon les multiples rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (le dernier datant de mai), le rétablissement des sanctions américaines, et surtout le départ des multinationales occidentales, pourrait pousser l'Iran à quitter à son tour l'accord et à reprendre immédiatement ses activités nucléaires. «Le retrait américain de l'accord sur le nucléaire a malheureusement jeté beaucoup de trouble, de confusion et d'incertitude sur la relation entre l'Iran et le reste du monde, dont l'Europe», estime Delphine O, députée LREM et présidente du groupe d'amitié France-Iran à l'Assemblée nationale. «Mais il ne faut pas abandonner, insiste-t-elle. Il manque aujourd'hui une solution juridique solide et sérieuse sur laquelle les pouvoirs politiques pourraient s'appuyer pour faire survivre cet accord et les traités internationaux». Reste que les protestations de Paris ne risquent pas d'émouvoir Donald Trump qui semble avoir sa méthode à lui pour gérer les conflits. Car alors que les sanctions ont été rétablies hier, le président américain a pour la première fois évoqué la possibilité de dialogue avec Téhéran.

F. M.

États-Unis

La Californie ravagée par un nouvel incendie record

La Californie est désormais ravagée par le plus grand incendie de son histoire récente, le «Mendocino Complex», qui gagne du terrain dans le nord de l'État le plus peuplé des États-Unis. Le précédent incendie record en Californie remonte à seulement huit mois. Une dizaine de personnes ont été tuées depuis le début de l'été dans les feux qui dévastent cet État de l'ouest des États-Unis. Le «Mendocino Complex» n'est maîtrisé qu'à 30% environ, selon CalFire, le service californien de lutte contre les incendies. Il a fait au moins deux morts. Il est composé de deux foyers mitoyens débutés le 27 juillet qui ont formé ensemble lundi le plus grand incendie jamais connu en Californie après avoir déjà dévoré 114 850 hectares, presque autant que la superficie de l'immense ville de Los Angeles et plus que les 114 078 hectares détruits en décembre 2017 par l'incendie Thomas, le précédent record. «Aujourd'hui, une zone de haute pression a apporté à la région un temps plus chaud, de la sécheresse et des vents puissants», a expliqué lundi soir CalFire dans un communiqué. «Ce soir les équipes de pompiers essaieront de profiter des températures plus basses pour renforcer leurs mesures de

contrôle de l'incendie», a ajouté CalFire. Plus au nord en Californie sévit depuis le 23 juillet un autre incendie dévastateur, «Carr», qui a tué sept personnes et détruit plus de 1 600 bâtiments, dont un millier de logements. Il n'était lundi, selon le dernier bilan de CalFire, contenu qu'à 45%. L'incendie Carr, tellement intense qu'il a généré par moments un tourbillon semblable à une tornade de feu, a été provoqué selon les autorités par la «défaillance mécanique d'un véhicule» ayant provoqué des étincelles dans une zone devenue une véritable poudrière en raison de la sécheresse. L'autre grand incendie de la région, «Ferguson», démarré le 13 juillet, a tué deux pompiers et provoqué la fermeture partielle du parc national de Yosemite en pleine saison touristique, était contenu à 38%. Plus de 14 000 pompiers combattent les divers incendies en cours dans l'État de Californie. Plusieurs milliers de personnes ont été évacuées depuis le début de cette série de sinistres. Certaines ont été autorisées à rentrer chez elles ces derniers jours. Ces feux sont «extrêmement rapides, extrêmement agressifs, extrêmement dangereux», a déclaré Scott McLean, un chef adjoint du département californien des

forêts et de la protection contre les incendies. «Voyez comme c'est devenu énorme, en seulement quelques jours (...). Voyez à quelle vitesse cet incendie du Mendocino Complex est monté dans le classement des sinistres», a souligné M. McLean. Le président américain Donald Trump a pour sa part incriminé le manque d'eau pour combattre le feu et a recommandé de «couper des arbres», s'en prenant aux lois de protection de l'environnement plutôt qu'au changement climatique. Selon Donald Trump, les incendies californiens sont «amplifiés» par «les mauvaises lois environnementales qui ne permettent pas d'utiliser correctement d'énormes quantités d'eau facilement accessible». «C'est détourné dans l'océan Pacifique. Il faut aussi couper des arbres pour empêcher le feu de se répandre», a tweeté lundi le président américain, qui a retiré l'accord de Paris sur le climat. En réalité, «nous avons plein d'eau pour lutter contre ces incendies mais soyons clairs : c'est notre climat modifié qui conduit à des feux plus graves et plus destructeurs», a déclaré au quotidien New York Times Daniel Berlant, sous-chef adjoint à CalFire.



Afin de mieux accueillir l'édition de 2019

Un comité d'organisation bientôt installé pour le Festival du rai

■ Les préparatifs pour la prochaine édition du Festival national du rai, dont l'édition 2018 s'est clôturée samedi soir, ont déjà commencé. En effet, c'est dans la perspective d'éviter les erreurs de l'édition précédente qu'un comité d'organisation sera installé d'ici novembre prochain, a déclaré le commissaire de cette manifestation, l'artiste Mohamed Bousmaha.



Par Abia Selles

Un comité culturel pour la préparation de la prochaine édition du Festival national de la chanson rai à Sidi Bel-Abbès sera créé en collaboration avec la Direction de la culture et les services de la wilaya, a-t-on

appris du commissaire de cette manifestation, l'artiste Mohamed Bousmaha. «Ce comité sera désigné entre octobre et novembre prochains pour la préparation de cette manifestation culturelle et mobiliser les moyens nécessaires pour mieux accueillir l'édition 2019 du festival», a-t-il

Dans le but de perpétuer cette tradition, «il est impératif de revoir la préparation de ce festival en élaborant un riche programme et en contactant des artistes anciens et jeunes», a-t-il souligné, appelant à renforcer la culture du sponsoring et à maîtriser les aspects logistique et technique pour la réussite de ce

festival national. Evaluant l'organisation de l'édition de 2018, dont le rideau est tombé la soirée de samedi dernier, M. Bousmaha a estimé qu'elle a été «juste moyenne eu égard aux moyens techniques disponibles», ajoutant, néanmoins, que les objectifs escomptés «ont été atteints et que de jeunes talents ont été mis en valeur».

Avec les concours de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), les organisateurs ont invité des chanteurs ayant une renommée sur la scène artistique, mais aussi plus de 70% de jeunes talents à qui l'occasion a été offerte de participer à ce genre de manifestation culturelle pour se faire connaître.

L'artiste Bousmaha a exprimé son souhait d'organiser la prochaine édition du Festival national de la chanson Rai le 5 juillet prochain, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse pour «prouver que le rai est un patrimoine et un bien algérien». L'intervenant a appelé à «plus d'échanges entre intellec-

tuels et académiciens pour conférer à cet art une dimension académique qui reflète son originalité et son authenticité».

A. S.

AGEND'ART

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Le 9 août :

Dans le cadre des concerts organisés par l'Office National des droits d'auteur (ONDA), Lila Borsali et Abbas Righi présenteront un spectacle en duo.

Un pont musical qui reliera Tlemcen à Constantine, le Ghernati au Malouf, le temps d'un concert, avec un orchestre fusionnant les deux genres.

L'artiste Mohamed Rouane assurera aussi une partie de la soirée avec sa formation musicale.

Galerie d'arts de l'Hôtel Sofitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 24 août :

Exposition de peinture de Khaled Rochedi Bessaih, dont les œuvres s'inspirent du travail d'Amedeo Modigliani.

Palais des Rais Bastion 23

Jusqu'au 15 août :

L'artiste Nasreddine Brahami expose ses œuvres depuis le 26 juillet pour une

exposition/vente autour du thème «Regard».

Mercredi 8 août :

Soirée musicale animée par Sid Ali Lekam, Aziouh Rais, Didine Karoum, Mohamed Amraoui.

Jeu 9 août :

Soirée chaabi animée par Samah Akla, Samir El Assimi, Noureddine Dziri, Kamel Fares.

Théâtre de verdure Hasni-Chekroun d'Oran

Mercredi 8 août :

Concert de Samira Brahmia et Akli D.

Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

Vendredi 10 août :

Concert de Samira Brahmia et Akli D.

Théâtre de plein air Casif de Sidi-Fredj (Alger)

Mercredi 8 août à 22h :

Soirée variée avec Zahouania, Mohamed Alia, Cheb Samir et Saleh Oulmi.

Jeu 9 août à 22h :

Soirée variée avec Cheb Bilel Sghir et Mister AB.

Vendredi 10 août à 22h :

Cheb Wahid, Nacim Belhadi, Ouissi Ziyen et Allou.

Colloque international sur Syphax

Une forte participation attendue à Ain Témouchent

Une forte participation d'académiciens des universités du pays et de l'étranger est attendue au colloque international sur Syphax, prévu à Ain Témouchent le 22 septembre prochain, a-t-on appris lundi du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Assad Si Hachemi.

Le colloque aura lieu du 22 au 24 septembre prochain, soit une journée de plus que prévu en raison de la forte participation enregistrée par le comité scientifique du HCA chargé d'évaluer et de sélectionner les œuvres académiques pour cette manifestation internationale qui vise à mettre en exergue le royaume de Syphax et sa portée historique et civilisationnelle dans la région, a déclaré à l'APS M. Assad, en marge d'une visite de terrain ayant pour but de préparer cette rencontre.

Pas moins de 27 conférences sont au programme du colloque et seront animées par des archéologues et des historiens d'universités du pays et de l'étranger. Il est prévu la participation de conseillers de l'Organisation

des Nations unies pour l'éducation, sciences et culture (Unesco), d'universitaires de France, Grèce, Soudan, Tunisie et d'Algérie, a indiqué le secrétaire général du HCA.

Le programme prévoit également 16 tables rondes qui seront axées sur trois aspects pour donner l'occasion aux citoyens de la wilaya d'Ain Témouchent de prendre connaissance et de découvrir, grâce à des spécialistes du cinéma, la portée historique de la Numidie, à travers des techniques modernes de technologies dont la technique 3D, a souligné M. Assad.

En outre, une exposition riche sera organisée en collaboration avec le Centre national d'archéologie et mettra en exergue, devant le public et les chercheurs, la période numide en Algérie avec tout ce qu'elle peut contenir comme objets et richesses.

Les spécialistes mettront davantage la lumière, au cours de ce colloque, sur l'aspect historique du royaume de Syphax à travers un grand nombre de spécialistes, ainsi que sur la stratégie de Syphax à nouer des

relations avec Rome et Carthage et les caractéristiques de la diplomatie de Syphax, a ajouté M. Assad.

Le Haut commissariat à l'amazighité accorde une grande importance à la promotion de la connaissance historique et la dimension nationale à travers cette série de colloques dont la rencontre sur Massinissa à El Khroub (Constantine) en 2014, sur Jugurtha en 2016 puis le colloque sur Syphax à Ain Témouchent en septembre prochain.

Le secrétaire général du HCA a rendu une visite aux enseignants de la langue amazighe qui sont en formation au Centre national de formation des personnels de l'éducation d'Ain Témouchent où il a insisté sur l'intérêt accordé par l'Etat à la généralisation de l'enseignement de tamazight, soulignant que la couverture sera nationale lors de la prochaine rentrée scolaire en application d'un plan d'action avec le HCA, selon une déclaration de la ministre de l'Education nationale.

F. H.

Cinéma

Robert Redford annonce sa retraite d'acteur

Le comédien américain Robert Redford en a fini avec sa carrière d'acteur, sauf coup de théâtre, a-t-il expliqué dans un entretien au magazine *Entertainment Weekly* publié lundi. Déclarant qu'on était jamais sûr de rien, l'acteur de 81 ans a expliqué être arrivé à la conclusion que «jouer la comédie était fini pour (lui)», indiquant que «*The Old Man and The Gun*», qui doit

sortir le 28 septembre aux Etats-Unis, serait probablement son dernier film, où il y joue le rôle d'un repris de justice de 70 ans, évadé de prison, qui se lance dans une série de braquages. Robert Redford, qui a débuté sa carrière de comédien à l'âge de 21 ans, était l'un des très rares acteurs de sa génération encore en activité. Depuis la fin des années 1970, il s'était fait rare

devant la caméra, préférant s'investir dans une carrière de réalisateur.

Il a réalisé neuf longs métrages, dont le premier, «*Des gens comme les autres*», lui a valu un Oscar de la mise en scène en 1981. Le Californien a également fondé le festival du cinéma de Sundance en 1978, devenu depuis le deuxième plus important au monde après Cannes.

En tant qu'acteur, il n'a jamais été récompensé aux Oscars bien que plusieurs de ses prestations aient été saluées dans des films emblématiques comme «*L'Arnaque*», «*Les hommes du président*», «*Les trois jours du Condor*» ou «*Out of Africa*».

Il a néanmoins reçu un Oscar d'honneur en 2002 pour l'ensemble de son œuvre.

R. C.



ES Sétif

Youcef Laoufi nouvelle recrue

L'ANCIEN attaquant du MC El Eulma, Youcef Laoufi, a signé lundi un contrat de trois ans pour défendre les couleurs de l'équipe de l'ES Sétif (Ligue 1 Mobilis), a-t-on constaté. La cérémonie de signature du contrat de ce nouveau joueur a été organisée au siège du club, en présence du président de l'équipe, Hassan Hamar, et du directeur administratif, Rachid Djeroudi, qui ont annoncé que le désormais ex-attaquant du MC El Eulma «était la dernière recrue de l'ESS pour ce mercato estival». Il est à noter que l'équipe de l'ES Sétif avait, en plus de ce

nouveau joueur, recruté 12 éléments, entre autres, Habib Bouguelmouna (ex-USMBA), Houssemeddine Ghacha (ex-USMB) et les défenseurs Saadi Radouani et Houari Farhani ainsi que le gardien Abderrahmane Boulouf (ex-JSK). La liste des joueurs recrutés, qui seront dirigés par le nouvel entraîneur Rachid Taoussi, comporte également Sid Ali Lakroum, Zakaria Draoui, Abdelkrim Nemdil (ex-CRB), Chouaib Debih (ex-ASAM), Amir Karaoui (ex-MCA) et Isla Daoudi (ex-Espérance sportive de Zarzis/Tunisie), a-t-on souligné.

Qualifications CAN-2019 U17

L'EN en regroupement à Sidi-Moussa

LA SÉLECTION algérienne des moins de 17 ans a entamé, lundi à Sidi-Moussa (Alger), un stage en vue du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu du 20 au 28 août en Tunisie et qui sera qualificatif à la prochaine Coupe d'Afrique de la catégorie, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) sur son site web. Le staff technique national a retenu 25 joueurs pour ce stage qui s'étalera jusqu'au 12 août courant, a précisé l'instance fédérale. Le tournoi de l'Union nord-africaine de football est prévu dans les villes tunisiennes de Sousse et Monastir. Outre l'Algérie et le pays organisateur, il sera marqué par la présence du Maroc et de la Libye. Le premier à l'issue du tournoi se qualifiera pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations

des moins de 17 ans, prévue 2019 en Tanzanie.

Liste des 25 joueurs convoqués:

Sahnoun El Hadi, Boukebal Zakaria, Rahmoune Riad Wael, Dadda Miloud Abdessalem, Belkacem Bouzida Adel Amar, Mancor Abdeldjalil, M'Zara Abderrahmane, Yacoubi Mohamed El Amine, Rahmnaï Saad, Benali Nabil Abderrahmane, Medjadji Mohamed, Zekri Samy, Chikh Youcef, Djenidi Mohammed, Belmadi Toufik, Boualem Mohammed El Amine, Hadid Mohamed Idir, Kadri Said, Radji Abdelwahab, Soukkou Anis, Bakha Aymen, Bouras Akram, Bensmina Walid, Gacem Mohamed Rayane, Zouragui Houssein.

Coupes inter-clubs de la CAF (quarts de finale)

Le tirage au sort aura lieu le 3 septembre

LE TIRAGE au sort des quarts de finale des Coupes inter-clubs 2018 (Ligue des champions et Coupe de la Confédération) aura lieu le lundi 3 septembre au Caire (Egypte), a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) lundi sur son site officiel.

L'Algérie est représentée par le MC Alger et l'ES Sétif en Ligue des champions d'Afrique, alors que l'USM Alger dispute la Coupe de la Confédération africaine. La 5^e journée de la phase de poules des deux compétitions aura lieu les 17, 18 et 19 août.

Championnats d'Afrique 2018 d'Athlétisme L'Algérie termine 6^e

L'ALGÉRIE, avec une moisson de trois médailles (2 or, 1 bronze), a pris la 6^e place du classement général des nations aux Championnats d'Afrique d'athlétisme 2018, disputés du 1^{er} au 5 août à Asaba (Nigeria). Le tableau des médailles a été dominé par le Kenya avec 19 breloques (11 or, 6 argent, 2 bronze), devant l'Afrique du Sud (9 or, 13 argent, 8 bronze) et le Nigeria (9 or, 5 argent, 5 bronze). Les médailles d'or algériennes ont été décrochées par Larbi Bourrada (décathlon) et Abdelmalik Lahoulou (400 m haies),

alors que celle en bronze a été l'œuvre de Mohamed-Yasser Tahar Triki au concours du triple saut. L'Algérie a pris part à ce rendez-vous africain avec 14 athlètes. Ces championnats étaient qualificatifs pour la Coupe continentale d'athlétisme prévue les 8 et 9 septembre à Ostrava (République tchèque) et qui réunira quatre équipes continentales, à savoir l'Afrique, l'Amérique, l'Europe et l'Asie-Océanie. Lahoulou et Bourrada ont validé leur ticket pour Ostrava à l'occasion des Championnats d'Afrique.

Basketball

Des Américains pour la formation de jeunes talents

UN CAMP d'entraînement au profit de jeunes basketteurs algériens et animé par des entraîneurs américains se déroulera du 12 au 16 août à Stauouli (Alger), a annoncé lundi le directeur de l'association «Bucket and Dream», Mounir Benzegala. Organisé par l'ambassade US à Alger, dans le cadre du programme diplomatique et sportif américain, ce camp sera encadré par le coach Jim Clemons, fidèle assistant du célèbre entraîneur Phil Jackson et 10 fois champion NBA (4 avec Chicago Bulls, 6 avec Los Angeles Lakers) et l'ex-championne WNBA, Candace Parker, ainsi que deux internationaux algériens, en l'occurrence Hichem

Benyad et Mehdi Cherié. «Les participants auront l'occasion d'apprendre les fondamentaux du basket et de développer leurs compétences avec des coaches de grande qualité», souligne le communiqué. «Il y aura également une opportunité d'octroi de bourses d'études aux Etats-Unis pour les joueurs qui se distingueront par leurs qualités techniques et athlétiques», ajoute-t-on de même source. Les entraînements des jeunes, chapotés par l'équipe «Bucket and Dream» (Un panier, un rêve) auront lieu en deux créneaux : matinée (09h00-12h00) pour les moins de 14 ans et fin d'après-midi (16h00-19h00) pour les moins de 20 ans.

Coupe arabe des clubs

L'USMA à l'épreuve de Kerbala (Irak)

■ L'USM Alger sera ce soir à l'épreuve de la formation de Kerbala (Irak) pour le compte des 1/32^{es} de finale de la Coupe arabe des clubs.

Par Mahfoud M.

Ce match aller, qui se déroule dans la ville chiite irakienne, sera très important pour les Rouge et Noir qui souhaitent revenir avec une option pour la qualification au second tour. Bien que la mission ne sera pas de tout repos, les Algérois feront tout leur possible pour revenir avec le meilleur résultat. La formation de Soustara partira quelque peu dans l'aventure étant donné qu'elle a peu ou pas d'informations sur cette équipe de Kerbala qui reste une grande énigme, vu qu'elle participe rarement aux compétitions internationales. L'USMA jouera dans des conditions climatiques très pénibles, dépassant les 40° C, même si l'humidité n'est pas élevée contrairement à ce que l'on pensait. Pour ce match de Coupe arabe, le coach français de l'USMA, Thierry Froger, compte effectuer quelques changements dans la composante par rapport aux derniers matchs disputés pour le compte de la Coupe de la



Les Rouge et Noir pour prendre option dès le match aller

CAF. Ainsi, il a prévu, par exemple, de faire revenir Benyahia dans l'axe de la défense et aligner Koudri d'entrée, de même que l'attaquant Hamia qui commence à retrouver le niveau qu'on lui connaissait au CRB. Il se pourrait aussi que Yaya prenne le couloir gauche pour épauler Hamia, surtout avec l'absence de Meziane qui est blessé. L'essentiel est que le coach de

l'USMA compte faire confiance aux joueurs les plus en forme pour tenter de renverser la vapeur et pourquoi pas surprendre les Irakiens dans leur fief. Les Rouge et Noir souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition et sans doute la remporter comme ils l'ont déjà fait en 2014 avec le coach français, Roland Courbis.

M. M.

En attendant le virement de l'ENTV et Dzaïr TV

La LFP paye les droits TV de sa poche

La Ligue de football professionnel (LFP) a décidé de payer de sa propre trésorerie les droits TV au profit des clubs de Ligues 1 et 2, en attendant le virement des deux détenteurs des droits de retransmission, a annoncé la LFP lundi sur son site officiel. Cette décision prise dimanche dernier lors de la réunion du Bureau exécutif de la LFP fait «suite au retard enregistré dans le virement des droits de retransmission TV inhérents à la saison 2016/2017 (Dzaïr TV) et 2017/2018 (ENTV)», précise la

même source. Le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, invité vendredi d'une émission sportive de la Télévision nationale, a estimé que les droits de TV «sont très maigres par rapport à ceux de nos voisins». Il a souhaité leur valorisation à la faveur de la nouvelle convention qui sera signée prochainement entre la LFP et l'ENTV. «Malgré sa faiblesse, cette entrée financière constitue une petite bouffée d'oxygène pour nos clubs», a-t-il souligné.

Liste des clubs invités par la LFP à récupérer leurs

chèques de droits TV :

Ligue 1 : CS Constantine - JS Saoura - NA Hussein Dey - MC Oran - MC Alger - USM Alger - AC Paradou - ES Sétif - USM Bel Abbès - DRB Tadjenant - CR Belouizdad - JS Kabylie - O Médéa - AS Ain M'Ilia - CA Bordj Bou Arréridj - MO Bejaïa.

Ligue 2 : US Biskra - USM Harrach - USM Blida - JSM Bejaïa - ASO Chlef - JSM Skikda - ASM Oran - MC Saïda - RC Relizane - AB Saada - RC Kouba - WA Tlemcen - MC El Eulma.

JS Kabylie

Le Burundais Fiston engagé

L'attaquant international burundais Fiston Abdul Razak (24 ans) s'est engagé lundi pour un contrat de deux saisons

avec la JS Kabylie, a-t-on appris auprès du pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football. Le joueur qui compte 7 sélections avec le Burundi, a porté les couleurs la saison dernière de la formation irakienne d'Al-Zawraa. Il devient le troisième joueur étranger à rallier cet été le club kabyle après l'attaquant nigérian Uche Nwofor et le milieu de terrain guinéen Mohamed Thiam. La direction devra prêter l'un des deux derniers éléments, selon les règlements en vigueur qui n'offrent la possibilité qu'à deux licences étrangères au sein de l'effectif. La JSK, qui a dû attendre l'avant-dernière journée de la saison dernière pour assurer son maintien

parmi l'élite, a effectué un véritable remue-ménage en libérant 12 joueurs et engageant autant, alors que l'opération de recrutement n'est pas encore clôturée, à deux jours de la fin du mercato estival fixé le 8 août à minuit. Dirigés désormais sur le banc par l'entraîneur français Franck Dumas, les Canaris ont choisi la ville allemande de Weiskirchen pour se refaire une santé en vue de cette nouvelle saison qui se présente sous le signe du renouveau pour la formation la plus titrée du pays. La JSK entamera la saison 2018-2019 samedi prochain à domicile face à la JS Saoura (19h00) en match à huis clos, comptant pour la première journée.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ain Defla

L'Armée détruit une cache contenant une bombe artisanale

UNE CACHE contenant une bombe de confection artisanale a été détruite lundi à Ain Defla par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 6 août 2018 à Ain Defla une cache contenant une bombe de confection artisanale, des vivres et d'autres objets», précise la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire «a saisi, à Bordj Badji Mokhtar (6^e RM), neuf groupes électrogènes

et cinq marteaux piqueurs. «En outre et à El-Oued, un autre détachement de l'ANP «a arrêté un contrebandier à bord d'un camion chargé de vingt quintaux de tabac». Par ailleurs, les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Mascara un contrebandier en possession de 326 unités de différentes boisons. Les garde-côtes ont intercepté de leur côté, à Oran, 29.25 kg de kif traité et mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 22 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que des garde-frontières ont appréhendé à Tlemcen seize immigrants clandestins de différentes nationalités, rapporté également le communiqué du MDN. R. Z.

Football

La CAF suspend des arbitres africains pour «corruption»

LA CONFÉDÉRATION africaine de football (CAF) a suspendu sept arbitres et un instructeur technique ghanéens après des faits de corruption relayés par la presse, a annoncé hier l'organisation basée au Caire.

«Le 5 août 2018, le jury disciplinaire de la (CAF) s'est réuni aux fins de statuer sur les allégations de corruption formulées contre des officiels de la CAF par les médias», a-t-elle déclaré dans un communiqué. Dans un documentaire explosif sorti en juin, «Number 12», un journaliste d'investigation ghanéen, Anas Aremeyaw Anas, a piégé des dizaines d'arbitres ghanéens et du continent en leur proposant des pots-de-vin.

Les huit professionnels ghanéens ont été suspendus pour une période de dix ans à l'exception de David

Laryea, un arbitre assistant, exclu à vie.

Ils avaient presque tous fait l'objet d'une suspension provisoire en juillet, au moment où la CAF avait pris sa première décision dans cette affaire.

Le 7 juillet, la CAF avait en effet suspendu 10 arbitres de différentes nationalités pour des périodes allant de deux à dix ans, et exclu à vie le Kényan Marwa Range, arbitre assistant qui avait été présélectionné pour le Mondial-2018 en Russie.

Dans son communiqué publié hier, la CAF a également annoncé la suspension provisoire «jusqu'à l'examen de leur cas par le jury disciplinaire» de 14 autres arbitres originaires du Ghana mais aussi du Congo et du Sénégal.

A.S.

Ghaza Deux Palestiniens tués lors d'une frappe israélienne

DEUX Palestiniens ont été tués hier par une frappe israélienne dans le nord de la bande de Ghaza, a rapporté le ministère de la Santé local. Le ministère ghazaoui de la Santé a fait état d'une frappe de drone. Au moins 162 Palestiniens ont été tués par des tirs des soldats israéliens dans la bande de Ghaza depuis le début (le 30 mars) de manifestations le long de la frontière avec Israël pour dénoncer le blocus imposé depuis plus de dix ans à l'enclave et réclamer le droit au retour des Palestiniens qui ont fui ou ont été chassés de leurs terres en 1948. Depuis vendredi, les dirigeants du mouvement Hamas tiennent une série de réunions à Ghaza. Celles-ci devaient porter sur des propositions de l'ONU et de l'Egypte sur une possible trêve avec Israël et la levée du blocus, selon un responsable du Hamas.

R. N.

Pluies diluviennes à Tamanrasset



Loumis

Djalou@hotmail.com

Mauvaise utilisation de l'Internet et des jeux en ligne

La police lance une campagne de sensibilisation

■ La Direction générale de la Sûreté nationale a lancé, en début du mois, une campagne de sensibilisation sur l'impact négatif de la mauvaise utilisation de l'Internet et des jeux en ligne sur les enfants, a indiqué la DGSN dans un communiqué.

Par Fatah G.

«Les cadres spécialisés relevant des services opérationnels de la Sûreté nationale au niveau de 14 wilayas côtières dirigeront cette campagne nationale de sensibilisation, à laquelle plusieurs activités de proximité seront organisées, notamment des rencontres

d'orientation au profit des enfants estivants dans le but de leur fournir des conseils pour un usage sans risques d'Internet», a noté le communiqué.

Des expositions et des portes ouvertes seront en outre prévues au profit des parents et des estivants au niveau des places publiques et les plages surveillées, durant lesquelles il sera

procédé à la présentation de statistiques enregistrées en matière de lutte contre la cybercriminalité.

La DGSN a également publié cette campagne de sensibilisation sur son site officiel www.algeriepolice.dz et sur les pages de la Sûreté nationale sur les réseaux sociaux.

F. G.

Accidents de la circulation

4 morts et 15 blessés en 24 heures

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Belle vue, relevant de la brigade de Chéraga, ont démantelé un réseau criminel composé de 3 personnes dont une femme activant au niveau du territoire d'Alger et spécialisée dans «l'escroquerie par le recours au faux et usage de faux». Agissant sur informations faisant état d'un citoyen qui a été victime d'une escroquerie après avoir versé une somme de 550 millions centimes comme première tranche pour bénéficier d'un appartement avec de faux documents, les éléments de la gendarmerie ont mis sur pied un plan qui a permis l'arrestation des individus composant cette bande criminelle.

L'opération a permis de récupérer la somme de 6 milliards

centimes, de faux documents administratifs, de faux sceaux et des produits utilisés dans la falsification, a ajouté la source. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la

République qui a ordonné leur placement en détention préventive pour constitution d'une association de malfaiteurs, escroquerie et usurpation d'identité.

Hani Y.

Iran

Le chef de la diplomatie nord-coréenne entame une visite à Téhéran

LE MINISTRE nord-coréen des Affaires étrangères, Ri Yong Ho, a entamé hier une visite de deux jours à Téhéran où il devra rencontrer son homologue iranien Mohammad Javad Zarif et le président Hassan Rohani, ont rapporté des médias locaux. M. Zarif a accueilli M. Ri et sa délégation hier au ministère des Affaires étrangères, ont ajouté les mêmes sources. Selon l'agence de presse iranienne Fars, les deux ministres ont «examiné les relations bilatérales et les questions régionales au Proche-Orient». Lors de sa visite, le ministre nord-coréen doit rencontrer aujourd'hui le président Hassan Rohani. Cette visite intervient le jour du rétablissement par les Etats-Unis des sanctions économiques contre l'Iran, après le retrait unilatéral en mai dernier des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en 2015 entre Téhéran et les grandes puissances.

Agences